



SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - CGT

126, rue de l'Université - BP24
75355 PARIS 07 SP

Assemblée nationale, le 9 octobre 2023

Journée d'action intersyndicale du 13 octobre pour les salaires et pour l'emploi !

Après le passage en force de la réforme des retraites, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des *minima* sociaux sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail.

Face à l'urgence sociale, la CGT a formulé plus de **100 mesures immédiates**, construites autour de 5 axes prioritaires :

- ✓ les **salaires** dont la CGT demande l'indexation sur l'inflation, ainsi que la revalorisation du Smic à 2000 euros pour faire face à l'inflation et un conditionnement des aides publiques aux entreprises à un avis conforme du CSE ;
- ✓ les **retraites**, et notamment la négociation des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO, les départs anticipés pour pénibilité et l'aménagement des fins de carrières ;
- ✓ la **démocratie sociale** dont les questions de libertés syndicales, les moyens alloués aux représentant·es du personnel pour revenir sur les « ordonnances Macron » ;
- ✓ le **chômage**, avec la remise en cause des violentes réformes du Gouvernement qui ont drastiquement réduit les indemnités des privés d'emplois ;
- ✓ **l'égalité femmes/hommes** pour garantir l'égalité salariale, la révision de l'index égalité et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Dans le cadre d'une mobilisation à l'échelle européenne, avec l'ensemble des confédérations syndicales nationales, **dont celles auxquelles sont affiliés les trois syndicats de l'Assemblée nationale**, la CGT appelle à la mobilisation le vendredi 13 octobre.

Le SPAN-CGT se joint à cet appel unitaire et invite les collègues à participer à la journée d'action et aux manifestations qui seront organisées partout en France.

C'est d'autant plus important que **nous aurons aussi, à l'Assemblée, des luttes à mener prochainement** pour obtenir des concours massifs, la révision du cadre d'emploi des contractuels, la mise en œuvre pour toutes et tous des mesures salariales annoncées en juillet par le Gouvernement et l'activation de la « clause de revoyure ».

RENDEZ-VOUS À LA MANIFESTATION PARISIENNE : 14 heures, trajet : place d'Italie - Invalides



J'adhère au SPAN-CGT !

Nom : Prénom : Service :

Adresse personnelle :

Courriel : Portable :

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site : <http://spancgt.fr>. Contact : cgt@assemblee-nationale.fr



**SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE – CGT**

**126 rue de l'Université – BP 24
75355 PARIS 07 SP**

Madame Marie GUÉVENOUX
Première Questeure

Paris, le vendredi 29 septembre 2023

Madame la Première Questeure,
Messieurs les Questeurs,

Depuis l'automne dernier, nous avons eu l'occasion d'échanger avec vous à plusieurs reprises. L'esprit d'ouverture dont fait preuve votre Collège vous oblige.

Comme nous vous l'avons indiqué, les attentes sont extrêmement fortes, car la crise est profonde. Les séquelles des actions menées par vos prédécesseurs se font durement sentir.

Aussi, nous avons formulé, lors de la réunion de la Commission de concertation, des propositions concrètes pour répondre au mal-être du personnel, éviter que la pénurie de personnel ne s'aggrave et faire face à l'inflation.

La mise en place de groupes de travail décidée en juillet à la suite de la Commission de concertation ne permettra pas de répondre à ces défis tant l'urgence est maintenant grande.

Certes, les mesures générales telles que l'organisation de concours et la revalorisation du pouvoir d'achat ne nécessitent pas d'être prises durant la Commission de concertation.

Toutefois, compte tenu de l'écoute dont vous avez fait preuve, nous pensons que vous saisierez l'échéance de la réunion de Questure du 19 juillet dernier pour apporter les réponses attendues.

Cela n'a pas été le cas. Nous le regrettons vivement. Nos collègues nous pressent d'agir.

C'est pourquoi nous tenons à vous informer qu'en l'absence d'évolution, nous appellerons à la mobilisation pour des recrutements massifs, la remise à plat du cadre d'emploi des contractuels, l'application des mesures salariales décidées par le Gouvernement et l'activation de la clause de revoyure, inscrite dans notre droit interne.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Première Questeure, Messieurs les Questeurs, l'expression de nos salutations respectueuses.

Pour le Bureau du SPAN-CGT

Valérie BERGÉ
Co-secrétaire générale

Benjamin QUASHIE-ROUBAUD
Co-secrétaire général

13 octobre 2023

mobilisation intersyndicale

RDV DANS
toutes les villes
de France

13/10/2023

POUR

1. augmenter les salaires et le point d'indice
2. revaloriser les retraites, les minimas sociaux et les bourses d'études
3. l'égalité entre les femmes et les hommes
4. un meilleur partage des richesses
5. conditionner les aides publiques données aux entreprises
6. réinvestir dans les services publics dans tous les territoires
7. une assurance chômage plus protectrice
8. une transition écologique socialement juste

CONTRE

9. la réforme des retraites 2023
10. l'austérité en France comme en Europe

en France et en Europe

Le 13 octobre

mobilisé-es contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes

Les organisations syndicales appellent toutes et tous à rejoindre les manifestations du 13 octobre. Au cours des derniers mois, les travailleuses et les travailleurs sont descendus dans la rue partout en Europe. En France, l'intersyndicale a conduit un mouvement social historique pour s'opposer à la réforme des retraites qu'elle continue de dénoncer. La journée du 13 octobre représente une première mobilisation dans un cadre syndical européen. La manifestation à Paris accueillera des délégations de nombreux pays.

Le mouvement syndical européen est appelé à se mobiliser pour plus de solidarité, pour, l'emploi et pour une économie qui donne des résultats concrets aux travailleuses et travailleurs, pour des salaires plus élevés et des emplois de qualité, pour une plus grande protection sociale, pour une transition environnementale socialement juste, pour des investissements pour des services publics de qualité qui garantissent les droits des citoyennes et citoyens. Les organisations syndicales françaises s'opposent à toute décision européenne qui conduit à des politiques d'austérité.

En France, de nombreuses négociations sont en cours, il faut donc se mobiliser pour qu'elles aboutissent à une amélioration des droits des travailleuses et travailleurs. A quelques jours de la Conférence sociale, les organisations syndicales et de jeunesse sont unanimes sur la nécessaire égalité femmes-hommes, sur l'augmentation des salaires, du SMIC, des pensions,

des minima sociaux et bourses d'études, mais aussi sur la conditionnalité des aides publiques aux entreprises. L'intersyndicale rappelle que les exonérations et allègements de cotisations sociales accordés aux employeurs fragilisent notre système collectif de protection sociale.

De même, les organisations syndicales qui participent aux négociations sur les retraites complémentaires Agirc Arrco et l'Assurance chômage y porteront leurs revendications et y pèseront de tout leur poids pour améliorer les droits des retraité.es et des chômeuses et chômeurs.

Les politiques d'austérité sapent aussi les services publics, particulièrement l'Hôpital ou l'Education nationale. L'intersyndicale l'affirme, ce ne sont pas des dépenses mais des investissements pour notre société et la population. Les services publics sont une richesse pour toutes et tous.

Les organisations syndicales rappellent leur attachement aux valeurs républicaines, aux libertés démocratiques, individuelles et collectives en particulier le droit de grève et de manifester.

L'intersyndicale réaffirme son refus de toute régression sociale et appelle, le 13 octobre, à se mobiliser par des rassemblements, des manifestations, des actions, y compris par la grève et des débrayages, pour plus de justice sociale.

**Pour plus de justice sociale, toutes et tous
mobilisé-es le 13 octobre !**

